

Le bien-être : un enjeu majeur, mais ignoré des métropoles ?

La notion de bien-être subjectif

En économie, on emploie l'abréviation SWB pour subjective well-being, qu'on peut traduire en français par BES (« bien-être subjectif »). Ainsi, selon l'OCDE, la notion de bien-être subjectif traduit « l'idée que la qualité de vie dépend de l'incidence d'un ensemble de circonstances spécifiques sur le ressenti qu'ont les individus de leur propre existence et présuppose que la personne la mieux placée pour juger de la qualité d'une vie est l'intéressé lui-même ». Ainsi, à l'échelle internationale, des variations très sensibles peuvent être observées entre pays, mais aussi au fil du temps. A de nombreux égards, ces différences et évolutions sont riches en enseignements... et parfois surprenantes.

On comprend donc que, loin de ne constituer uniquement une interrogation personnelle, la question du bonheur est tout à la fois psychologique, sociologique, économique. En d'autres mots : éminemment politique. Ces préoccupations en lien avec les modes de vie sont l'objet d'analyses de plus en plus nombreuses et détaillées, et on emploie alors volontiers à ce sujet le néologisme de

« happynomics ». L'échelle de référence de cette « économie du bien-être » reste habituellement celle des économies nationales. Mais à l'heure où la majorité de la population mondiale est désormais urbaine, qu'en est-il des rapports que peuvent entretenir villes et bonheur ?

Enseignements et paradoxes à l'échelle des nations

« L'argent ne fait pas le bonheur... mais il y contribue ». Cette maxime peut faire sourire, mais elle recèle pour les économistes une part de vérité inattendue car contre-intuitive. L'une des illustrations les plus frappantes est celle du paradoxe d'Easterlin (du nom de l'économiste qui l'a mis en évidence en 1974).

Selon ce paradoxe, une hausse du PIB ne se traduit pas nécessairement par une hausse du niveau de bien-être ressenti par les individus, notamment à partir d'un certain seuil de richesse. Ainsi, avec un PIB/habitant cinq fois inférieur à celui du Luxembourg, les Uruguayens seraient tout aussi



heureux (voir illustration). Ce paradoxe pourrait s'expliquer notamment par le niveau des écarts ressentis en termes de ressources disponibles au sein de la population d'un même pays. Toutefois, ces observations sont l'objet de nombreuses controverses, portant tout à la fois sur des aspects méthodologiques et sur leurs significations économiques et politiques.

À l'échelle des villes, les implications sont multiples et de nombreuses questions peuvent être posées, concernant notamment l'action des pouvoirs publics au sens le plus large. Certes, on peut se contenter de la question suivante : « Combien faut-il gagner en zone urbaine pour être heureux ? ». « Dix pour cent de plus que son voisin ! », répondra l'économiste facétieux.

Penser le bien-être subjectif à l'échelle des villes

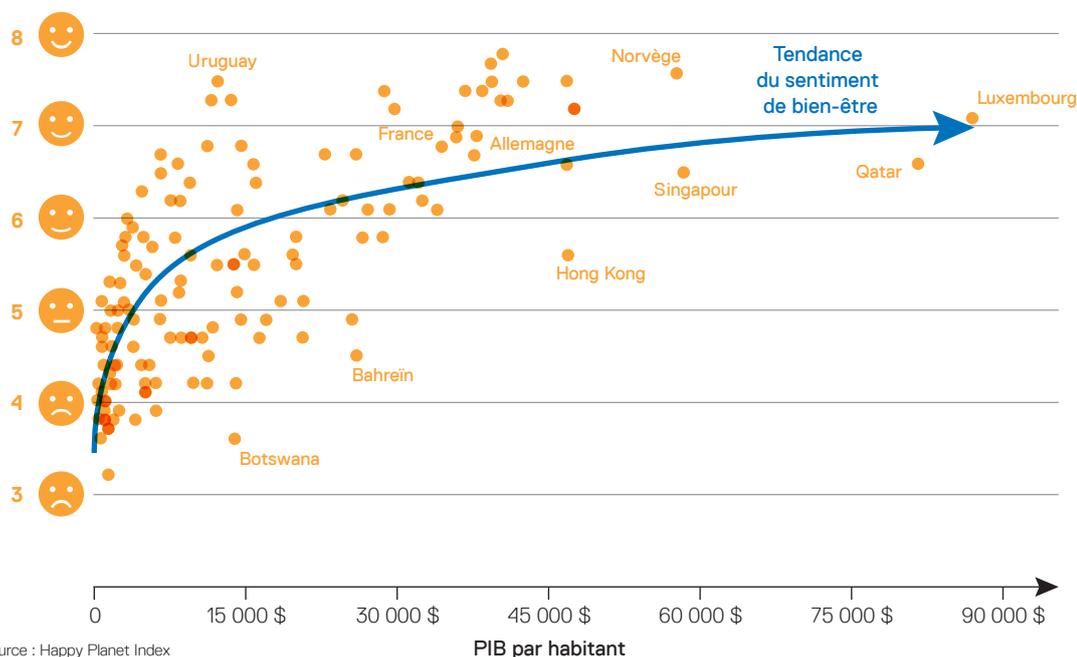
La question du rôle des pouvoirs publics locaux mérite d'être posée. En effet, si l'augmentation des ressources économiques des habitants d'une ville n'est pas la seule variable qui détermine leur niveau de bien-être, quels sont les enjeux et implications à l'échelle des agglomérations ?

Les métropoles sont des systèmes complexes. En effet, une métropole peut être définie comme une imbrication de dimensions multiples, qu'elles soient sociales, politiques, historiques, architecturales,

économiques, etc., et qui sont à des degrés divers influencées les unes par les autres et réciproquement. Cependant, au centre de toutes ces dimensions il y a l'« individu », qui peut être tout à la fois citoyen, usager, producteur, consommateur, acteur de la vie sociale... et parfois victime. Toutes ces dimensions systémiques affectent le niveau de BES d'un individu, que ce soit en positif ou en négatif (et le plus souvent inconsciemment). Jusqu'il y a peu, les analyses de BES étaient conçues soit à l'échelle individuelle (le BES suit des mécanismes psychologiques), soit à l'échelle nationale (le BES est alors une variable macroéconomique). Il manque à ces analyses l'une des échelles les plus pertinentes du BES qui soient : le niveau « meso » des rapports humains : la ville. Si l'on prend l'exemple d'un quartier, quels sont les impacts sur le BES de ses habitants de l'apparition ou de la disparition de certains commerces ? Quelles sont les causes et les mécanismes expliquant ces variations ? Et pourquoi, à situations quasi-identiques, les conséquences sont-elles différentes dans le quartier voisin ? Si l'on pousse la logique de cet exemple à l'extrême, certains quartiers sont-ils quoi qu'il arrive « condamnés à rester malheureux » ?

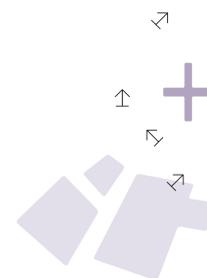
Que nous disent les récentes avancées des sciences sociales ? D'après le très médiatisé géographe américain Richard Florida (qui a publié un article intitulé « The Happiness of Cities » en 2013 dans la revue *Regional Studies*), un certain nombre de facteurs clés peuvent être avancés. Ces facteurs ont été validés statistiquement à grande échelle pour

ILLUSTRATION DU PARADOXE D'EASTERLIN



Source : Happy Planet Index

PIB par habitant



184 agglomérations urbaines réparties sur l'ensemble du territoire des Etats-Unis. Tout d'abord, le triptyque « formation-emploi-revenu » nécessite d'être reconsidéré.

Certes, et ce n'est pas une surprise, les niveaux de revenu et de chômage ont des effets respectivement positifs et négatifs sur le BES. Cependant, les résultats de Florida et de son équipe montrent que le meilleur prédicteur statistique de BES est le niveau de capital humain (qualification, compétences, etc.) d'une population métropolitaine donnée. En

effet, c'est le niveau de capital humain qui conditionne le sentiment de contrôle de sa propre destinée, la stabilité et la qualité des relations humaines et la résilience individuelle. Par ailleurs, et même si cela peut paraître surprenant au premier abord, un coût du logement élevé impacte positivement le niveau de BES. Selon Florida, le coût du logement reflète la combinaison locale de la productivité et de la qualité de vie. Enfin, les conditions climatiques (ensoleillement, température moyenne, etc.) semblent n'avoir aucun impact statistiquement significatif.

Il est évidemment toujours délicat de transposer des observations nord-américaines à un contexte européen. Toutefois, à l'heure des interrogations françaises quant au système éducatif, quant à la politique de logement et quant au phénomène d'héliotropisme observé à l'échelle des métropoles du territoire national, il y a là matière à réflexion pour les élus.

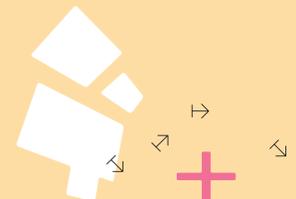
Conclusion et enjeux

Le recours à des indicateurs pertinents permettant la mesure du bien-être à l'échelle des villes reste un enjeu majeur. Le lien entre indicateurs subjectifs (bien-être, perception de la sécurité et des conditions environnantes, etc.) et indicateurs objectifs (santé, éducation, coût du logement, etc.) mérite de toute évidence des travaux plus approfondis.

Ensuite, se pose la question des politiques susceptibles d'être efficaces. En tout état de cause, il n'y a pas de solution miracle. Cependant, la comparaison d'initiatives et l'expérimentation restent les voies les plus prometteuses. En revanche, les approches de type « benchmark » ne sont pas forcément les plus intéressantes, car elles ne permettent le plus souvent que de comparer des états et non des dynamiques. Tout semble être une question de trajectoires : un niveau semblable de BES peut être atteint par des voies très différentes en fonction du contexte de départ. Et il faut parfois savoir ne pas se fier aux solutions les plus évidentes, aux fausses bonnes idées simplistes car trop linéaires en termes de causalité. Il est également utile de se souvenir du paradoxe d'Easterlin dès lors que l'on aborde la notion de BES : l'augmentation des ressources économiques est certes déterminante,

mais uniquement jusqu'à un certain seuil. La question essentielle est celle du lien entre les habitants, des mutations de leur environnement et des initiatives locales. L'implication des habitants dans tous les processus qui les concernent (même indirectement) est cruciale pour l'impact sur leur BES.

Les cas respectifs de l'Allemagne et de la France pourraient fournir l'objet d'analyses plus poussées. Les deux pays sont en « milieu de tableau », tant en termes de richesses créées que de bien-être subjectif. Mais ces observations recouvrent des réalités, notamment de modes de vie, très hétérogènes. Pourquoi ne pas tenter d'affiner l'analyse en utilisant le formidable laboratoire d'expérimentation qu'est le Rhin Supérieur et en croisant les expériences de Karlsruhe, Strasbourg, Fribourg-en-Brisgau et Mulhouse ?



L'Agence
de Développement
et d'Urbanisme
de l'Agglomération
Strasbourgeoise

Directrice de publication : **Anne Pons, Directrice générale**
Validation : **Yves Gendron, Directeur général adjoint**
Équipe projet : **Mathilde Delahaye (chef de projet),
Stéphanie Martin**
Avec la participation d'**Emmanuel Muller**, chaire evoREG :
BETA (Université de Strasbourg) et Fraunhofer ISI (Karlsruhe)
PTP 2016 - N° projet : **1.4.1.4**
Photos et mise en page : **Jean Isenmann**
© ADEUS - Numéro ISSN 2109-0149 -
Notes et actualités de l'urbanisme sont consultables
sur le site de l'ADEUS www.adeus.org